

# Archives de sciences sociales des religions

130 (avril - juin 2005)  
Les Saints et les Anges...

Rémy Madinier

## **Arskal SalimAzyumardi Azra (eds.), *Shari'a and Politics in Modern Indonesia***

Singapour, ISEAS, 2003, 363 p.

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Rémy Madinier, « Arskal SalimAzyumardi Azra (eds.), *Shari'a and Politics in Modern Indonesia* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 130 | avril - juin 2005, document 130.23, mis en ligne le 02 décembre 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/2844>

Éditeur : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales  
<http://assr.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://assr.revues.org/2844>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Archives de sciences sociales des religions

Rémy Madinier

## Arskal SalimAzyumardi Azra (eds.), *Shari'a and Politics in Modern Indonesia*

Singapour, ISEAS, 2003, 363 p.

Pagination de l'édition papier : p. 113-202

- 1 La place de la charia dans les institutions est une question récurrente de la politique indonésienne depuis l'adoption, puis le rejet, en juin et août 1945 de ce qui fut plus tard connu sous le nom de Charte de Jakarta. Cet accord – conclu entre responsables nationalistes et dirigeants de l'islam politique – prévoyait de faire figurer dans le préambule de la constitution l'obligation, pour les musulmans, de se conformer aux principes de la loi islamique. L'abandon de cette formulation, au profit de la simple affirmation de l'inspiration monothéiste de l'idéologie d'État (le Pancasila) n'a pas, bien au contraire, éteint les polémiques à ce sujet. De très nombreux écrits relatifs à la charia ont été publiés, depuis lors, en indonésien. Le plus souvent militante, parfois plus scientifique, cette littérature n'est pas accessible au lecteur anglophone. Les publications en anglais sont, elles, plus rares et surtout dispersées dans diverses revues et ouvrages collectifs. À ce titre, il convient de saluer l'initiative prise par Arskal Salim et Azyumardi Azra, tous deux enseignant à l'université islamique d'État de Jakarta, qui ont voulu rassembler une dizaine de contributions parues sur le sujet dans les quinze dernières années. Cette compilation est accompagnée d'une solide introduction, d'une bonne bibliographie et d'un épilogue fort utile puisqu'il procède à une analyse des changements intervenus au cours des dernières années et particulièrement durant les présidences de Yusuf Habibie (mai 1998-octobre 1999) et d'Abdurahman Wahid (octobre 1999-juillet 2001). L'ouvrage propose enfin, en annexe, une traduction des principaux textes législatifs de la période (la loi sur le mariage de 1974, la loi sur l'organisation du système judiciaire, le décret présidentiel sur la compilation du droit islamique, le décret de 1977 sur le *waqf*). Ce livre comble indiscutablement un manque, mais il ne le fait qu'imparfaitement dans la mesure où les contributions rassemblées sont issues de sources disparates et n'ont pas été écrites pour être publiées ensemble. D'où de nombreuses répétitions et, parfois, quelques manques qui ne faciliteront pas la tâche du lecteur en quête d'une synthèse sur l'évolution de la place du droit islamique dans le droit positif indonésien.
- 2 Malgré cette matière quelque peu décousue, le volume permet de reconstituer l'histoire contemporaine de la charia en Indonésie, à travers quelques-uns de ses moments importants. La contribution de M. B. Hooker (« The State's legal policy and the development of islamic law in Indonesia's New Order ») retrace ainsi les affrontements ayant opposé les partisans de la suprématie de la loi coutumière (*l'adat*) aux défenseurs du droit islamique, au sein de l'administration coloniale, entre les années 1880 et la Seconde Guerre mondiale. La victoire des premiers sur les seconds entraîna, en 1937, une importante restriction des compétences des tribunaux islamiques reconnus par une loi de 1882 et désormais compétents pour les seules affaires matrimoniales. Plus tard, au moment de l'indépendance, comme le rappelle Ratno Lukito, (« Law and Politics in Post-independance Indonesia : a case Study of Religious and *Adat* courts ») malgré (ou à cause ?) de leurs compétences limitées, ces tribunaux islamiques survécurent au processus d'unification des juridictions indonésiennes, alors même que les tribunaux coutumiers disparaissaient. Cette mesure conservatoire inaugura ce que l'auteur qualifie de « résilience » des cours religieuses dans des contextes politiques changeants. Sur la période de l'Ordre nouveau (1966-1998), les communications de Arskal Salim (*Zakat Administration in Politics of Indonesian New Order*), Nur Ahmad Fadhil Lubis (« The State's Legal Policy and the Development of Islamic Law in Indonesia's New Order ») et Azyumardi Azra (« The Indonesian Marriage Law of 1974: an Institutionalization of the Shari'a for Social Changes ») invitent à reconsidérer la chronologie classique de la période. On distingue en effet habituellement trois phases dans les rapports du régime à l'islam : une première dite

antagoniste de 1967 à 1982, une seconde de critiques réciproques entre 1982 et 1985 et enfin une phase d'accommodation au cours de laquelle le régime chercha, auprès de la communauté musulmane, un soutien désormais quelque peu défaillant au sein des forces armées. Or, à considérer de près chacune des évolutions relatives au rapport entre loi islamique et droit positif, on constate que ce cadre général mériterait d'être nuancé. La loi sur le mariage, adoptée dans une période présentée comme très sombre pour l'islam politique, sanctionna en fait un recul important de la part du pouvoir. Voulu par les nationalistes et les organisations de défense de la femme, la nouvelle législation entendait réduire l'important taux de divorce (souvent par répudiation) qui caractérisait alors la société indonésienne, en soumettant systématiquement la loi islamique au droit civil. Elle prévoyait ainsi l'enregistrement civil nécessaire pour la validité d'un mariage musulman et l'autorisation d'une cour civile pour un divorce ou un mariage polygame ; elle affirmait la possibilité d'unions interconfessionnelles et donnait aux enfants adoptés un statut équivalent à celui des enfants naturels. Sur tous ces points, le texte présenté au parlement fut considéré comme blasphématoire par la plupart des organisations musulmanes. À la suite de leurs protestations et de manifestations diverses, le pouvoir recula. Le texte de loi fut vidé de sa substance première et tous les points litigieux furent tranchés en faveur du droit islamique.

- 3 Mais la question de la place de la charia ne se limite pas, en Indonésie, à une intervention de l'État. Comme le rappelle Nadirsyah Hosen (« Fatwas and Politics in Indonesia »), l'application de normes islamiques relève également des fatwas prises par les grandes organisations islamiques (Nahdlatul Ulama et Muhammadiyah depuis l'entre-deux-guerres, Majelis Ulama Indonesia depuis 1975). Contrairement à l'Égypte et l'Arabie Saoudite, l'Indonésie n'a pas de grand mufti. Contrairement à la Malaisie, les fatwas, pour être valables, ne requièrent pas l'approbation d'une autorité gouvernementale. Il en résulte une autorité moindre de ces édités religieux qui relèvent plus souvent de l'injonction que de l'obligation. Les oulémas indonésiens sont avant tout des autorités morales dont les conseils et la vie exemplaire dessinent un chemin de perfection que le simple fidèle est invité à emprunter. D'où aussi leur plus grande liberté à l'égard du pouvoir : leurs fatwas peuvent soutenir la politique du gouvernement (ce fut le cas à propos de la régulation des naissances) mais aussi aller à son encontre (ainsi du Conseil des oulémas d'Indonésie interdisant aux musulmans de fêter Noël avec les chrétiens, en opposition aux efforts d'entente cordiale du gouvernement).
- 4 Le second apport de l'ouvrage est de permettre d'apprécier, au-delà des vicissitudes d'une histoire souvent complexe quelques tendances lourdes de l'application de la charia en Indonésie. Par une sorte d'accord tacite entre le pouvoir et les grandes organisations religieuses, elle a longtemps été limitée aux questions relatives au statut personnel (mariage, héritage,...) ainsi qu'à la régulation de certaines pratiques économiques. Dans ces domaines, les contributions de Mark Cammack (« Indonesia's 1989 Religious Judicature Act: Islamization of Indonesia or Indonesianization of Islam? ») de Ahmad Imam Mawardi, (« The Political Backdrop of the Enactment of the Compilation of Islamic Laws in Indonesia ») et de Robert W. Hefner, (« Islamizing Capitalism: On the Founding of Indonesia's First Islamik Bank ») montrent comment les pouvoirs publics, en organisant l'application des principes islamiques, leur ont souvent donné un caractère optionnel. Les dons effectués, dans le cadre de la *zakat*, sont déductibles du revenu imposable mais ne sont pas obligatoires ; la loi donne compétence aux cours religieuses pour statuer sur l'héritage, les testaments et les dons mais seulement si ces derniers sont réalisés conformément à la loi islamique, ce qui revient à offrir un choix de juridiction aux parties. Au regard de cette attitude du pouvoir, plaçant la notion d'arbitrage permanent au cœur du processus d'application de la charia en Indonésie, Howard Federspiel (« Islamic Values, Law and expectations in Contemporary indonesia ») concluait, en 1998, qu'on était bien loin d'un État islamique en Indonésie.
- 5 Les évènements survenus depuis la chute de Suharto, en mai 1998, méritent d'être replacés dans cette perspective. Arskal Salim, dans son épilogue, montre bien les espoirs retrouvés des partisans d'une application intégrale de la charia dans l'Archipel, *ie* tant dans la prescription de normes sociales, que dans le droit pénal et la conduite des affaires du pays. Jusque-là privés de toute perspective d'avenir par l'alliance tacite entre représentants de l'État et les grandes

organisations musulmanes, ils ont su s'engouffrer dans les brèches ouvertes par les lois de décentralisation. En faisant pression sur les responsables de districts (*kabupaten*) désormais largement autonomes, ils ont pu obtenir (à défaut de règlements toujours applicables car portant sur des domaines dans lesquels la compétence de l'État demeure la règle) le vote de motions témoignant d'un respect total de la norme islamique. Cette stratégie de contournement par le local mise en œuvre par les islamistes indonésiens a même reçu les encouragements involontaires d'un État pris au piège de ses contradictions politiques. Des lois adoptées en 1999 et 2001 ont ainsi conféré à la province d'Aceh, devenue Nanggroe Aceh Darussalam, un statut d'autonomie prévoyant l'application de la charia. Espérant, par cette mesure symbolique, éteindre les velléités indépendantistes de cette région de Sumatra-Nord, le gouvernement indonésien a surtout contribué à replacer la question de la charia au cœur de la vie politique indonésienne.

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Rémy Madinier, « Arskal SalimAzyumardi Azra (eds.), *Shari'a and Politics in Modern Indonesia* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 130 | avril - juin 2005, document 130.23, mis en ligne le 02 décembre 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://assr.revues.org/2844>

#### Référence papier

Rémy Madinier, « Arskal SalimAzyumardi Azra (eds.), *Shari'a and Politics in Modern Indonesia* », *Archives de sciences sociales des religions*, 130 | 2005, 113-202.

---

### ***Droits d'auteur***

© Archives de sciences sociales des religions

---